

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE FOREZ-EST**

Direction en charge : Pôle Aménagement du territoire

OBJET : Modification simplifiée n°4 du PLU
de la commune de Saint-André-le-Puy

Le 13 novembre 2024 à 18h00, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de Forez-Est, convoqué le 07 novembre 2024 et affiché le même jour, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Pierre VERICEL, à Feurs, à la Maison de la commune (Théâtre du Forum, 11 bis rue Gambetta à Feurs).

Présents : M. Sylvain DARDOULLIER, Mme Françoise DUFOUR, M. Gilles DUPIN, Mme Magali BLEIN, M. Jacques LAFFONT, M. Georges SUZAN, M. Christian BLANCHARD, Mme Maryvonne MOUNIER, M. Michel NEEL, Mme Jeanine RONGERE, M. Pierre VERICEL, M. Christophe GUILLARME, Mme Simone COUBLE, M. Jacques DE LEMPS, M. Jean-François RASCLE, M. Pascal VELUIRE, M. Jérôme PIGERON, Mme Marianne DARFEUILLE, Mme Sylvie DELOBELLE, M. Jean-Marc GALLEY, Mme Mireille GIBERT, M. Claude MONDESERT, M. Mathieu MOURAGNE, M. Georges REBOUX, M. Christian VILAIN, M. Marc RODRIGUE, Mme Catherine EYRAUD, M. Christian DENIS, Mme Marie-Antoinette BENY, M. Thomas CHABANNES, M. Philippe MIKHAILOFF, M. Serge PERCET, M. Georges ROCHETTE, M. Gérard MONCELON, M. Laurent MIOCHE, M. Christian MOLLARD, Mme Régine TERRAILLON, M. Henri BONADA, M. Julien DUCHE, M. Marc TISSEUR, M. Bruno CHALAYER, M. Didier BERNE, M. Patrick DEMMELBAUER, M. Pierre SIMONE, M. Gilbert GRATALOUP, M. Gilles COURT, M. Dominique RORY, M. Yves GRANDRIEUX, M. Sébastien DESHAYES, M. Bruno COASSY, Mme Ghislaine DUPUY, M. Pascal TISSOT, M. Michel BONNAND, M. Jean-Pierre BRUYERE, Mme Brigitte CHANCRIN, M. Dominique DECHANDON, M. Gérard DUBOIS, M. Christophe LALLEMAND, Mme Catherine RIOUX, M. Bertrand VALLA, Mme Véronique CHAVEROT

Pouvoirs : Mme Catherine POMPORT donne pouvoir à Mme Marianne DARFEUILLE, M. Philippe MIKHAILOFF donne pouvoir à M. Serge PERCET, Mme Ghislaine DUPUY donne pouvoir à M. Gilbert GRATALOUP, M. Jean-Luc LAVAL donne pouvoir à M. Marc RODRIGUE, Mme Valérie TISSOT donne pouvoir à Mme Brigitte CHANCRIN

Absents remplacés : M. Robert FLAMAND remplacé par M. Éric BOUCHARD, M. Jean-Luc POYADE remplacé par M. Christophe JAY

Absents excusés : Mme Catherine PALMIER, M. Frédéric LAFOUGERE

Absents : M. Patrick MATHIEU, M. Laurent THOMAS, M. Jérôme BRUEL

Secrétaire de séance : Gilbert GRATALOUP

Nombre de membres en exercice : 71	
Nombre de membres présents : 59	
Nombre de membres supplées : 2	
Nombre de pouvoirs : 5	
Membres absents non représentés : 5	
Nombre de votants :	
Nombres de vote	POUR : 66
	CONTRE :
	ABSTENTIONS :
	NPPAV :

RAPPEL et REFERENCE

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.131-9 et L.153-36 à 48,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son l'article L.2121-29,

Vu la circulaire n°2006-97 du 26 décembre 2006 relative à la pratique du partenariat au sein des agences d'urbanisme et à leur financement,

Vu les statuts de la Communauté de Communes de Forez-Est (CC Forez-Est),

Vu la délibération n° 2024.006.07.02 du Conseil Communautaire de la CC Forez-Est en date du 7 février 2024 relative au transfert de la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 12 mai 2005 et a depuis fait l'objet de trois modifications simplifiées :

- Modification n°1 approuvée le 10 juillet 2008
- Modification n°2 approuvée le 2 décembre 2010
- Modification n°3 approuvée le 21 novembre 2017

Une révision a été engagée en 2021 mais elle n'a pas été menée à son terme.

Le président expose les raisons pour lesquelles une modification simplifiée du PLU de la commune de Saint-André-le-Puy est rendue nécessaire.

MOTIVATION et OPPORTUNITE

La commune souhaite aujourd'hui retravailler à la marge le PLU en vigueur, sans qu'il soit nécessaire de réaliser une enquête publique.

La CC Forez-Est va engager une nouvelle procédure d'évolution du PLU de la Commune de Saint-André-le-Puy ayant pour objectifs de réaliser des corrections ainsi que des mises à jour du règlement et des emplacements réservés.

La CC Forez-Est missionne l'Agence d'urbanisme EPURES pour se charger de la procédure de modification simplifiée dans le cadre du programme partenarial annuel.

Le programme partenarial de l'Agence d'urbanisme est financé, conformément à la circulaire 2006-97 du 26 décembre 2006 puis par la note technique du Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité du 30 avril 2015, par les cotisations et les subventions versées par ses adhérents.

La missions d'accompagnement de la commune de Saint-André-le-Puy relative à la modification simplifiée de son PLU, est estimée à 13 jours de production soit 7 995 € (5 227 € en 2024 et 2 768 € en 2025).

Pour mémoire, les missions du programme partenarial ne sont ni soumises aux règles de la commande publique ni à la TVA.

Les moyens financiers pourront être revus, à la baisse comme à la hausse, en fonction des besoins de production.

Les modifications envisagées ne portent pas atteinte aux orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

Elles ne consistent pas :

- En une modification des orientations du PADD,
- En une réduction d'espaces boisés classés, de zones agricoles ou naturelles et forestières,
- En une réduction de protection édictée en raison de risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou de milieux naturels,
- En l'ouverture d'une zone à urbaniser,
- En une OAP de secteur d'aménagement valant Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Les modifications envisagées rentrent donc dans le périmètre d'une modification au titre des articles L.153-36 à 153-48 du Code de l'Urbanisme.

En outre, les modifications n'ont pas pour effet :

- De majorer de plus de 20% les possibilités de construire résultant, dans une zone, de l'application des règles du Plan Local d'Urbanisme.
- De diminuer ces possibilités de construire.
- De réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.
- De participer à l'application de l'article L.131-9 du Code de l'Urbanisme.

La modification peut donc être effectuée selon une procédure simplifiée en application des articles L.153-45 à L.153-48 du Code de l'Urbanisme.

CONTENU

La CC Forez-Est engage la procédure de modification simplifiée n°4 du PLU de la Commune de Saint-André-le-Puy. Elle confie la réalisation de celle-ci à l'agence d'urbanisme EPURES ;

La modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Saint-André-le-Puy porte sur les points suivants :

- Modification du règlement de la zone UCeco pour autoriser une mixité de fonctions dans le cadre du projet de requalification urbaine du secteur ;
- Reclassement de la parcelle boisée A 587 de la zone agricole vers la zone naturelle ;
- Mise en place d'un emplacement réservé sur la parcelle A 308 (en zone agricole) destiné au développement de jardins partagés collectifs.

VOTE

Il est demandé à l'Assemblée délibérante de :

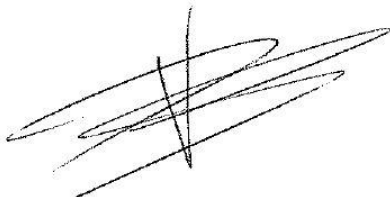
- Approuver l'engagement de la modification simplifiée n° 4 du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-André-le-Puy
- Consulter les personnes publiques associées
- Proposer un affichage de la délibération en mairie durant un mois.
- Donner tous pouvoirs à Monsieur le Président ou à son représentant pour prendre toute mesure et signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président
M. Pierre VERICEL



Le secrétaire de séance
M. Gilbert GRATALOUP



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lyon (Palais des Juridictions administratives, 184, rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03 – www.telerecours.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de Communes de Forez-Est, Direction Générale, BP 13, 13 Avenue Jean Jaurès 42 110 FEURS étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal »

Date de mise en ligne : 21/11/2024

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-200065894-20241113-20240091311-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/11/2024